

BREXIT – Actualités

Pour beaucoup d'entre nous, le Brexit est entériné et on n'en parle plus. En fait, depuis à peu près un an, nombre de choses ont changé et c'est ce dont je voudrais vous parler.

Une récente étude d'opinion fait apparaître qu'au Royaume-Uni, il n'y a plus qu'un tiers de la population qui pense rétrospectivement que le Brexit était un bon choix. Cela est surtout vrai pour les anciennes générations. Les jeunes générations, pour la plupart, souhaitent le retour dans l'Union Européenne.

Ce revirement de l'opinion est dû tout d'abord au fait que les promesses des partisans de la sortie se sont révélées fallacieuses.

En premier lieu, il était prévu que les sommes non versées au budget européen servent à revivifier le système médical de la Grande Bretagne. Or, force est de constater que ce système est en complète décapitade.

Le Brexit devait théoriquement mettre un frein à l'immigration. Or jamais autant d'étrangers ne sont entrés sur le territoire. Pour l'année 2022, on parle de 600.000, personnes, un record !!. En outre, il ne s'agit plus, comme précédemment, de roumains ou de polonais mais de gens venus d'Afrique.

De même, la Grande-Bretagne n'a pas réussi, comme prévu, à nouer des liens privilégiés avec les Etats-Unis.

Outre les promesses non tenues, un certain nombre d'inconvénients sont apparus.

Par exemple, la City de Londres a souffert du transfert de certaines de ses activités vers les bourses de Paris et de Francfort. J'ai été aux premières loges pour assister au phénomène puisque je suis cliente de la banque HSBC. Celle-ci a dû scinder ses activités pour demeurer banque de dépôts en Europe

Autre exemple, le secteur agricole anglais, qui n'est plus protégé par Bruxelles, tend à s'écrouler. On peut trouver d'autres exemples dans différentes branches de l'économie

x x x

En conséquence de cet état de fait, les Anglais, dont on connaît le pragmatisme, tentent depuis un an de se rapapilloter avec l'Europe.

Première étape, en février 2023, signature de l'accord sur le commerce avec l'Irlande du Nord, mettant fin à un imbroglio juridique et politique.

Seconde étape, en mai dernier, il y a eu un accord majeur sur la régulation des services financiers.

Puis il y a eu la visite en France du Premier Ministre britannique, le renouveau de l'entente cordiale ayant été confirmé par le voyage très médiatisée du roi et de la reine.

Enfin, le 7 septembre, Rishi Sunak a donné son feu vert à l'adhésion de son pays au programme de recherche européen Horizon ; celui-ci vise à renforcer les bases scientifiques et techniques des industries européennes, grâce à un système de subventions accordées à la suite d'appels sur projets. De même, a été approuvée la participation de la Grande-Bretagne à la plateforme commune d'observation de la terre dénommée Copernicus.

C'est la première fois depuis le Brexit, voté sur referendum en 2016 et effectif depuis 2020, que Londres rallie les projets européens. Mais c'est par la petite porte.

x x x

La question se pose de savoir si, toute honte bue, le Royaume-Uni va essayer de réintégrer l'Union Européenne. On peut aussi imaginer une solution intermédiaire : un pied dedans, un pied dehors.

Beaucoup phosphorent à ce sujet. On imagine une Union Européenne en cercles concentriques : premier groupe, les pays européens utilisant la monnaie européenne, second groupe, les pays européens hors Euro, enfin une entité regroupant les pays candidats à l'entrée dans l'Union ou ayant des rapports particuliers avec l'Europe. Dans un premier temps, la Grande Bretagne, pourrait adhérer à ce dernier groupe.

Au niveau des pays européens, on pensait que le Brexit serait définitif et on constatait que, somme toute, la machine communautaire ne fonctionnait pas si mal depuis le départ des Anglais. Certains disaient qu'elle fonctionnait mieux.

Je partage cette opinion : professionnellement, j'ai longtemps suivi ce qui se passait à Bruxelles et ai constaté qu'au moment de la constitution de l'Europe, La Grande-Bretagne a tout fait pour s'opposer à cette création. Par la suite, étant parvenue à entrer dans l'Europe, elle a essayé de la torpiller de l'intérieur, s'opposant à nombre de mesures ou essayant de tricher avec les règles. Souvenez-vous de Mme Thatcher qui réclamait qu'on lui rende de l'argent qu'on ne lui devait pas.

Avec ce retour possible, les tourments britanniques n'ont pas fini d'empoisonner l'Europe.

x x x

En Grande-Bretagne, consciente du potentiel explosif du débat, la classe politique est tétanisée. Le parti conservateur reste majoritairement pro-Brexit. Le parti travailliste n'a jamais eu de ligne claire sur ce sujet. Son retour probable au pouvoir après les prochaines élections (janvier 2025) va le contraindre à sortir du bois.